

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi matin, 24 janvier 2018

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

**44 2017.RRGR.136 Motion 035-2017 Leuenberger (Trubschachen, PBD)
Le droit fondamental à la propriété est aussi valable dans le canton de Berne
Motion ayant valeur de directive**

N° de l'intervention: 035-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 06.03.2017
Déposée par: Leuenberger (Trubschachen, PBD)
(Porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence accordée: Non 23.03.2017
N° d'ACE: 1058/2017 le 18 octobre 2017
Direction: Direction des travaux publics,
des transports et de l'énergie

Le droit fondamental à la propriété est aussi valable dans le canton de Berne

Le Conseil-exécutif est chargé:

1. d'élaborer une stratégie qui règle la question des bâtiments vides du canton de Berne;
2. partant, de définir pour l'administration des règles de conduite visant à atteindre les objectifs suivants:
 - a. une fois inoccupés, les bâtiments vides sont affectés à une utilisation provisoire;
 - b. l'utilisation provisoire se fait sur la base de règles de conduite clairement définies pour les utilisateurs et utilisatrices;
 - c. lorsque les bâtiments ne se prêtent pas à une utilisation provisoire, il convient de s'assurer qu'ils ne feront pas l'objet d'une occupation non autorisée;
 - d. les bâtiments occupés sans autorisation doivent être évacués sans délai.

Développement:

En février et mars 2017, les occupations d'immeubles dans la ville de Berne ont suscité un grand intérêt médiatique. Parmi les bâtiments occupés illégalement figure un immeuble du canton: sur la Länggasse, dans le site vonRoll.

C'est avec stupeur que l'on a appris que le canton de Berne avait laissé entrevoir la possibilité d'une utilisation provisoire de ce bâtiment après son occupation. Cette stupeur face au comportement du canton s'explique par le fait que cette concession a permis aux squatters d'atteindre leur objectif.

Dans un Etat de droit, il est intolérable que des personnes qui enfreignent la loi arrivent à leurs fins en dépit d'une violation manifeste des droits fondamentaux (garantie de la propriété) ou justement par celle-ci. Cela est d'autant plus dérangeant lorsque les pouvoirs publics, en faisant de telles concessions, encouragent indirectement ce comportement.

Il ne faut toutefois pas négliger qu'une utilisation provisoire des bâtiments vides au sein de l'agglomération de Berne répond à un grand besoin. Dans la mesure où une utilisation provisoire est possible et judicieuse du point de vue de la sécurité publique et de la sécurité des utilisateurs et utilisatrices, il n'y a rien à objecter à cela. Il est néanmoins nécessaire de s'appuyer sur des règles préalablement définies qui établissent, tant pour les utilisateurs et utilisatrices que pour l'unité administrative compétente, comment procéder.

Motivation de l'urgence: en février et mars 2017, le milieu du squat, en particulier celui de la ville de Berne, a fait les gros titres au-delà des frontières nationales. Afin au moins de limiter les dégâts

pour les bâtiments vides du canton, il faut rapidement élucider la question et se doter de règles connues de tous.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

1. La gestion du parc immobilier cantonal est une tâche purement opérationnelle qui relève de la compétence et de la responsabilité de l'administration cantonale et de l'exécutif. Le gouvernement est ouvert à toutes les suggestions du Grand Conseil sur la manière de procéder, mais refuse d'élaborer une stratégie selon des instructions strictes du Grand Conseil pour des raisons d'ordre politique. Cela violerait le principe de la séparation des pouvoirs qui est ancré dans la Constitution et le Conseil-exécutif devrait, en cas d'application de cette stratégie, porter au final la responsabilité de mesures dont il n'aurait pas pu décider librement.
2. Les principes et objectifs énumérés au point deux de la motion correspondent largement à la pratique actuelle. Dans la mesure du possible, il est fait en sorte d'éviter que des bâtiments du parc immobilier cantonal soient inoccupés et c'est donc rarement le cas. Si des bâtiments cantonaux sont libres, des utilisations transitoires par l'administration cantonale sont examinées en priorité. Mais si cela révèle impossible ou n'est pas judicieux, il est également question en second lieu d'une utilisation provisoire par des externes, ce qui nécessite toutefois que le canton et les utilisateurs potentiels fassent preuve d'une grande souplesse. Il en a été ainsi pour l'ancienne menuiserie sur le site von Roll. Jusqu'à récemment, il n'était toutefois pas encore possible d'envisager d'alternative d'utilisation temporaire appropriée, ni par le canton, ni par des tiers que cela aurait pu intéresser.
 - a. L'objectif visé est certes régulièrement une affectation provisoire si possible sans délai, mais il dépend de la demande et ne peut donc pas toujours être atteint.
 - b. Dans la mesure où l'utilisation provisoire des locaux par des tiers est judicieuse et faisable, des règles d'utilisation claires sont toujours définies, généralement dans le cadre de contrats de prêt à usage.
 - c. Il faut en principe s'efforcer d'atteindre cet objectif. Les mesures ne doivent toutefois pas être disproportionnées et la durée probable de vacance des locaux doit être prise en compte. D'ailleurs, lorsqu'il s'agit de bâtiments historiques, la protection des bâtiments contre une intrusion n'est possible que de manière limitée.
 - d. L'évacuation par la police des bâtiments occupés est une question de proportionnalité des mesures. Ces procédures sont longues et coûteuses. Les risques de dommages aux personnes et aux bâtiments doivent en outre être pris en compte. Le Conseil-exécutif rejette donc une stratégie selon laquelle des bâtiments occupés seraient toujours à évacuer immédiatement.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Im letzten Jahr hatten wir verschiedene mediale Auftritte von Hausbesetzerinnen und Hausbesetzern in der Stadt Bern. Unter anderem wurde durch Hausbesetzerinnen und Hausbesetzer ebenfalls eine kantonseigene Liegenschaft, das ehemalige vonRoll-Areal in der Länggasse, besetzt. Was mich an dieser Angelegenheit stört, ist die Tatsache, dass der Kanton bisher immer zur Kenntnis brachte, dass dieses Areal nicht genutzt werden könne, zurzeit in einem desolaten Zustand sei und somit leer stehen sollte, den Besetzenden aber nach der Hausbesetzung eine temporäre Nutzung anbot. Grundsätzlich ist nichts dagegen einzuwenden, dass leer stehende kantonale Liegenschaften einer Zwischennutzung zugeführt werden, auch nicht, wenn sie an Besetzerinnen und Besetzer legal im Rahmen der Gebrauchsleihe abgegeben werden. Obschon der Kanton Bern selber nicht Grundrechtspfleger sein kann, ist jedoch zu beachten, dass eine illegale Besetzung vom Kanton nicht noch gefördert werden sollte. Wenn ich mit meinem Auto illegal einen kantonalen Parkplatz besetze und vergesse, mit der blauen Parkkarte darauf hinzuweisen, wann ich angekommen bin, werde ich gebüsst. Wenn aber nun Besetzerinnen und Besetzer ein kantonales Grundstück besetzen und ihnen in Aussicht gestellt wird, dass sie bleiben und das

Grundstück nutzen können, ist das ein Präjudiz, das zukünftigen Besetzungen Vorschub leistet. Ich verlange, dass der Regierungsrat hier ein klares Konzept entwickelt, wie mit leer stehenden kantonalen Liegenschaften umzugehen ist, und dieses Konzept dann auch knallhart durchzieht. So ist sichergestellt, dass leer stehende Liegenschaften genutzt werden können, illegale Besetzungen aber zukünftig ausgeschlossen sind.

La présidente. Für die Fraktionen beginnt die SP-JUSO-PSA mit Grossrat Müller.

Reto Müller, Langenthal (PS). Grossrat Leuenberger, den ich sonst sehr schätze, versucht hier etwas, das ihn, wie er selbst sagt, persönlich stört, mit einem Gesetz zu «erschlagen». So nennt er dies in seinem Konzept. Das ist immer eine heikle Ausgangslage, Kollege Leuenberger. Da er weiss, dass ein Gesetz hierfür viel zu umständlich und auch chancenlos wäre, nennt er es Konzept. Ein Konzept sei vom Regierungsrat zu erarbeiten, das den Umgang mit leer stehenden Gebäuden des Kantons regle. Darin sei detailliert festzulegen, in welchen Fällen wann und wie sich die Regierung zu verhalten habe. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion findet dies aus mehreren Gründen falsch. Wir sind klar der Meinung, dass der regierungsrätliche exekutive Handlungsspielraum in solchen Situationen sowohl bei der Zwischennutzung von leer stehenden kantonalen Gebäuden als auch bei der Frage nach möglichen und zu verhandelnden Zwischennutzungen sowie sogar im Fall von Hausbesetzungen unbedingt erhalten bleiben muss. Weshalb dies? Es braucht Fingerspitzengefühl und eine gesunde menschliche Abwägung aller Güter und Auswirkungen, welches Verhalten oder welche Aktion sich in der jeweiligen bestimmten Situation bewährt und zum Ziel führt. Das kann kein Papier und kein Konzept gewährleisten, sondern nur eine umsichtige, menschliche Führung und Regierung. Das Ziel ist aus unserer Sicht ein zweckmässiger und sinnvoller Umgang mit leer stehenden Liegenschaften, zudem ein schonender Umgang mit polizeilichen Mitteln, sowohl im Einsatz als auch bei der Beurteilung, ob diese überhaupt eingesetzt werden müssen. Implizit soll dadurch auch vermieden werden, dass es zu Konflikten und Schäden materieller und insbesondere menschlicher Natur auf allen Seiten kommt. Es braucht den exekutiven Ermessensspielraum. Aus unserer Sicht hat unsere Regierungsrätin Barbara Egger im Umgang mit der Besetzung der Alten Schreinerei auf dem vonRoll-Areal sehr souverän, magistral, konstruktiv und cool reagiert. Die Zwischennutzung dort funktioniert. Wir lehnen den Vorstoss wie die Regierung ab. Es braucht hier individuell möglichst demokratische Regelungen durch Menschen, nicht durch Konzepte.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Die BDP unterstützt, wie Sie sich unschwer vorstellen können, die Motion. Selbstverständlich liegt die Gebäudebewirtschaftung in der Kompetenz der Regierung, und selbstverständlich sind strikte Anweisungen des Grossen Rats in solchen Angelegenheiten problematisch. Selbstverständlich ist es nicht ganz korrekt, wenn die Gewaltenteilung mit den geforderten Verhaltensregeln nicht sauber eingehalten wird. Aber ist es bei der Anwendung der gleichen Massstäbe korrekt, wenn Gebäude des Kantons besetzt werden und der Kanton als Reaktion auf dieses illegale Verhalten eine Zwischennutzung in Aussicht stellt und erlaubt? Die öffentliche Hand toleriert und fördert durch dieses Vorgehen die Verletzung von Grundrechten. Es geht hier um die Alte Schreinerei auf dem vonRoll-Areal. Ich frage deshalb auch, ob es staatspolitisch verantwortbar ist, wenn ein Grossratsbeschluss aus dem Jahr 2011 nicht umgesetzt wird. Ist es verantwortbar, dass ein solches Grundstück seit bald sieben Jahren nicht benutzt wird und meines Wissens keine Lösung in Sicht ist? Bald sieben Jahre Stillstand muss man sich erstens leisten können. Zweitens ist es tatsächlich stossend, wenn bei knappem Wohnraum solche Gebäude und Landparzellen nicht genutzt werden können. Es ist deshalb nötig, dass der Grosse Rat hier Vorgaben macht. Ich bitte Sie deshalb, der Motion zuzustimmen.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Ja, Hausbesetzungen gibt es, und es wird sie immer wieder geben, ob mit oder ohne Zwischennutzungskonzept. Doch Gebäude vom Kanton sind nicht überproportional davon betroffen. Der Leerbestand ist beim Kanton nicht höher als im Gesamtdurchschnitt. Auf der einen Seite wollen wir Millionen sparen, auf der anderen Seite sollen Konzepte erarbeitet werden, wie mit den leerstehenden Gebäuden umgegangen werden soll. Zudem sind Zwischennutzungen nicht immer nur einfach. Sie verhindern unter Umständen eine langfristige Vermietung. Daher lehnt die grüne Fraktion die Motion ab und schliesst sich der Haltung des Regierungsrats an.

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Die SVP-Fraktion geht mit Grossrat Leuenberger und seiner geäusserten Kritik einig. Es handelt sich effektiv um einen Missstand, was in Bezug auf Hausbesetzungen passiert. Es ist falsch, gegenüber Hausbesetzern irgendwelche Toleranz walten zu lassen. Hausbesetzungen sind illegal und nicht zu tolerieren, sondern zu bekämpfen. Grossrat Leuenberger hat noch von legalen Hausbesetzern gesprochen, falls ich ihn vorhin richtig verstanden habe. Vielleicht kann er mir noch erklären, was ein legaler Hausbesetzer genau sein soll. Nach meinem Dafürhalten entscheidet man sich entweder für eine Besetzung, oder man verhält sich legal. Der legale Besetzer ist dann einfach Besitzer, nicht wahr?

Zur Stellungnahme des Regierungsrats: Sie hat bei der SVP-Fraktion für ein gewisses Unverständnis gesorgt, so zum einen mit dem Hinweis auf die Gewaltenteilung, die dem von uns verlangten Konzept entgegenstehen soll. Die Konzepterarbeitung oder die Erteilung eines Auftrags falle in die Zuständigkeit des Regierungsrats und widerspreche der Gewaltenteilung. Führt man diese Argumentation zu Ende, können wir die Richtlinienmotion gleich abschaffen. Mit dieser nehmen wir jedes Mal Einfluss auf einen Bereich, der eigentlich in die Zuständigkeit des Regierungsrats fällt. Ein weiterer Punkt, der uns an der Antwort des Regierungsrates gestört hat, ist der Hinweis darauf, dass es sich bei einer polizeilichen Räumung um eine Frage der Verhältnismässigkeit handle, und deshalb müsse man im einzelnen Fall abwägen. Dass die Verhältnismässigkeit im Grundsatz für staatliches Handeln besteht, ist unbestritten. Aber damit, dass man hier die Frage, ob ein illegaler Zustand fortbestehen soll, zu einer Frage der Opportunität bei einer polizeilichen Abwägung im Einzelfall macht, haben wir schon etwas Mühe. Die Hausbesetzungen sind illegal und dürfen nicht toleriert werden, sonst senden wir Signale aus, die verheerend sind. Wir empfehlen Annahme dieses Vorstosses.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Die EVP schliesst sich den Argumenten des Regierungsrats an und lehnt den Vorstoss ab. Mit dem Titel des Vorstosses könnten wir uns grundsätzlich einverstanden erklären. Er lautet gleich wie bei der vorangehenden Motion beziehungsweise beim vorangehenden Postulat. Wenn man aber den gesamten Text mit seiner Begründung, insbesondere auch mit seiner Begründung der Dringlichkeit, bis zum Schluss durchliest, stellt man fest, dass es kein wohnpolitischer Vorstoss ist. Diesen könnten wir im Grundsatz auch verstehen. Es geht vielmehr um einen Vorstoss, der aus dem Gefühlsleben des rechtsstaatlichen Empfindens entstanden ist. Es geht darum, dass man solche Nutzungen verhindern will.

Ich wage jetzt auch ein befürwortendes Votum für solche Zwischennutzungen. Natürlich befinden sich diese manchmal in den Grauzonen und nicht ganz im legalen Bereich. Trotzdem können solche Zwischennutzungen für dichte Städte, die unter dem Wohnungsdruck leiden, auch einen sozialen oder kulturellen Wert haben. Wie mir eine Vertreterin unserer Fraktion gesagt hat, setzt die Stadt Bern mit einer Fachstelle vor allem auf Deeskalation und gute Lösungen in diesen Fragen. Ich würde diesen Vorstoss nicht lediglich aufgrund rechtsstaatlicher Überlegungen und Empfindungen unterstützen. Es geht wirklich darum, dass man abwägt und die Angelegenheit differenziert angeht. Eine solche Zwischennutzung kann durchaus zu einem subkulturellen Mikrokosmos werden, der einen gewissen Beitrag zum städtischen Leben leisten kann.

Peter Moser, Biel/Bienne (PLR). Ich kann es nach allen gehörten Voten kurz machen. Unsere Fraktion schliesst sich der Motion an. Denn es handelt sich nur um eine Richtlinienmotion, und wir können den Ausführungen des Motionärs, die er hier am Pult gemacht hat, folgen. Auch uns geht es darum, ein Zeichen zu setzen. Das ist ganz klar.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Wenn etwas exekutive Aufgabe, also gesetzesausführend ist, dann das, was hier mit dem Vorstoss verlangt wird. Natürlich kann man hier eine Richtlinienmotion überweisen; das ist zulässig. Wir sind aber der Meinung, das Parlament sollte dem Regierungsrat hier nicht noch mehr reinreden. Ich denke auch, dass der Regierungsrat glaubwürdig ausführt, dass er kein Interesse hat, als Besitzer von Liegenschaften diese lange leer stehen zu lassen und sich im Grundsatz abgesehen von Ausnahmen darum bemüht, dass dies nicht passiert. Ich musste auch etwas schmunzeln; es ist ja ein Vorstoss, der sich auf die Stadt Bern bezieht. In der Stadt Bern ist es doch immer so, dass die Linke mehr Zwischennutzungen verlangt und die Rechte dagegen ist. Bei diesem Vorstoss verlangen die Rechte und die BDP, dass mehr Zwischennutzungen zugelassen werden sollen. Der Sprecher der Grünen wiederum meint dazu, dies sei heikel, weil man dann manchmal keine Anschlussvermietungen durchführen könne. Es ist genau die gegenteilige Diskussion zu derjenigen, die in der Stadt Bern seit Jahren geführt wird. Wir gehen aber letztlich mit dem Sprecher der SP einig, wonach wir hier nicht wegen eines Einzelfalls beziehungsweise zwei Einzel-

fällen – diese waren selbstverständlich sehr ärgerlich, insbesondere die Ausschreitungen bei der Räumung des einen Hauses – ein neues Reglement oder sogar ein neues Gesetz einführen sollten. Deshalb lehnen wir den Vorstoss ab.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Die EDU-Fraktion unterstützt diese Motion. Wir sind gegen Besetzungen. Jedoch wollen wir Zwischennutzungen anstreben. Deshalb sagen wir Ja zu dieser Motion.

La présidente. Es haben sich alle Fraktionen gemeldet. Ich gebe nun Regierungsrätin Egger das Wort.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Die Motion zielt auf die Zwischennutzung in der Alten Schreinerei ab. Aus meiner Sicht und auch aus derjenigen des Gesamtregierungsrats schiesst diese Motion weit über das Ziel hinaus. Man muss bei Besetzungen und beim Entscheid zwischen Räumung und Zwischennutzung situativ reagieren können. Es sind nicht alle Gebäude gleich, auch die Standorte sind verschieden. Ich glaube, dass wir in Bezug auf die Alte Schreinerei gut reagiert haben. Wenn ich daran denke, dass einige Tage zuvor ein Gebäude des Bundes an der Effingerstrasse im Rahmen einer täglichen Strassenschlacht mit riesigen verursachten Schäden polizeilich geräumt wurde, glaube ich, dass die Lösung, die wir jeweils vorsehen, gut ist. Wir schliessen mit den Besetzern jeweils einen Zwischennutzungsvertrag ab, falls dies möglich ist. Bisher war dies immer möglich. Bei der Alten Schreinerei handelt es sich nicht um die erste Zwischennutzung, mit der wir konfrontiert werden. Bereits vorher bestanden in den Häusern an der Murtenstrasse, die für das nun entstehende Forschungsgebäude des Kantons abgerissen werden mussten, ebenfalls eine Zwischennutzung und klare vertragliche Regelungen darüber, wann die Leute die Häuser verlassen müssen. Wir haben ihnen gekündigt oder ihnen mitgeteilt, dass die Häuser jetzt abgerissen würden und sie gehen müssen. Das hat ohne Polizei hervorragend geklappt. Will man hier nun Regeln aufstellen, müsste man so viele Ausnahmen machen, dass sie gar nicht durchsetzbar wären. Wir müssen situativ reagieren können.

Was die Kritik in Bezug auf die Alte Schreinerei betrifft, bin ich der Meinung, dass man sich auch dort vor Ort ein Bild machen sollte, bevor man Behauptungen aufstellt. Die Alte Schreinerei eignet sich im jetzigen Zustand nicht für eine Wohnnutzung. Der Vertrag, den wir mit «Fabrikool» haben, legt fest, dass dort nicht übernachtet werden darf, und dies wird auch kontrolliert. Das ist vertraglich so festgelegt. Die Nutzer müssen alles selber bezahlen, und sie wissen, dass sie das Gelände verlassen müssen, wenn wir eine definitive Nutzung haben. Sie haben sich bis heute an jede Regelung gehalten. Ich bitte Sie, diese Motion abzulehnen; sie schiesst tatsächlich weit über das Ziel hinaus.

La présidente. Wir kommen zur Abstimmung über die Richtlinienmotion «Das Grundrecht auf Eigentumsgarantie gilt auch für den Kanton» Wer diese Motion annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 72

Non 61

Abstentions 1

La présidente. Sie haben die Motion mit 72 Ja- zu 61 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung überwiesen.